



PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETE, DE LA
LEGALITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille le **04 AVR. 2018**

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
Tel : 04.84.35.42.72
Dossier 2017-83-MED

**Arrêté portant mise en demeure à la société DELTA RECYCLAGE,
située lieu-dit « Franconny » Route de Baussenq, commune de
Saint-Martin-de-Crau dans le cadre de modification
des conditions d'exploitation**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2001-238/81-2001 A du 27 août 2001 imposant des prescriptions complémentaires à la société DELTA RECYCLAGE concernant l'exploitation d'un centre de tri multimatériaux de déchets recyclables sis lieu-dit « Francony » sur le territoire de la commune de Saint Martin de Crau ;

Vu le courrier de l'inspection de l'environnement, en date du 22 novembre 2017, adressé à l'exploitant pour l'informer des non-conformités constatées lors de la visite de son établissement le 17 octobre 2017 et qu'il sera proposé au Préfet de le mettre en demeure de régulariser sa situation ;

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 11 décembre 2017, parvenu en préfecture le 23 février 2018 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 22 mars 2018 ;

Considérant que lors des visites des installations de la société DELTA RECYCLAGE, par l'inspection de l'environnement, et notamment celle du 17 octobre 2017, il a été constaté des modifications des conditions d'exploitation par rapport aux dispositions de l'arrêté du 27 août 2001, notamment l'absence du bâtiment d'exploitation et des aménagements prévus à l'origine pour le tri et la valorisation des déchets réceptionnés ;

Considérant que ces modifications ont été apportées à l'installation sans que l'exploitant en informe le Préfet avant leur réalisation conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement qui précise que « *toute modification notable apportée aux activités, installations... ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation...* »

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du même code en mettant l'exploitant en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai déterminé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône

.../...

ARRETE

Article 1 –

La société DELTA RECYCLAGE, domiciliée ZA de la Libération, 34130 Lansargues, exploitant un centre de tri multimatériaux de déchets recyclables situé lieu-dit « Francony » route de Baussenq, 13310 Saint-Martin-de-Crau, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative avec une des options suivantes :

- soit en adressant au Préfet un dossier de porter à connaissance, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, comportant l'ensemble des modifications apportées aux installations depuis l'arrêté préfectoral du 7 août 2001, et en fournissant **dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté** les justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc),
- soit, si les modifications sont substantielles, en adressant un dossier de demande d'autorisation environnementale, conforme aux dispositions des articles R.181-12 et suivants du code l'Environnement, **dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté**,
- soit en respectant les dispositions de l'arrêté préfectoral **dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 2 –

L'exploitant fait connaître, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, quelle option il retient pour satisfaire à cette mise en demeure.

Article 3 -

Dans le cas où l'une des dispositions du présent arrêté ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement

Article 4 -

Conformément aux articles L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Arles,
 - Le Maire de Saint-Martin-de-Crau,
 - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoire et de la Mer,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques, de défense et de la Protection Civile,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le **04 AVR. 2018**

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER